

Perspectives

N°26/074 – 27 mars 2026

MONDE – L'actualité de la semaine

Des marchés financiers dans l'attente d'une solution diplomatique très incertaine

Les marchés financiers ont de nouveau connu des mouvements erratiques cette semaine, alternant phases de tensions et accalmies passagères. L'ultimatum de 48 heures fixé le 21 mars par les États-Unis pour rouvrir le détroit d'Ormuz, sous peine de bombardements des centrales électriques iraniennes, a rapidement été prolongé de cinq jours. Durant cette période, l'administration Trump a indiqué avoir engagé des négociations et proposé un plan de paix en quinze points. Celui-ci a toutefois été rejeté par l'Iran, qui entend également imposer ses propres conditions. Avant même l'échéance de cette prolongation, un nouveau report de l'ultimatum au 6 avril a été annoncé. La fébrilité des marchés obligataires et de matières premières n'est vraisemblablement pas étrangère aux revirements du président américain. À ce stade de la confrontation, l'hypothèse d'une escalade militaire ne peut être écartée, tandis que les progrès diplomatiques semblent encore assez limités.

Cette guerre qui se prolonge devrait laisser des traces sur l'inflation et l'activité mondiale, comme le souligne le rapport intermédiaire de l'OCDE sur les perspectives de croissance. Si la projection de croissance mondiale pour 2026 demeure inchangée à 2,9% par rapport à l'exercice de décembre, l'organisation estime qu'elle aurait pu être relevée d'environ 0,3 point de pourcentage en l'absence du conflit. En revanche, la croissance de la zone euro a été nettement révisée à la baisse, à 0,8% en 2026 contre 1,2% précédemment, tandis que l'inflation moyenne a été revue à la hausse de 0,7 point, pour atteindre 2,6%.

L'indice d'activité composite américain, issu de l'enquête PMI, a reculé à 51,4 points en mars, après 51,9 points en février, au plus bas depuis onze mois, signalant un ralentissement de la dynamique économique. Ce fléchissement porte la marque de la guerre au Moyen-Orient, qui a entraîné une hausse marquée des prix de l'énergie et d'autres intrants. L'activité dans les services ressort en net ralentissement (indice à 51,1 après 51,7) tandis que l'activité industrielle s'est, en revanche, améliorée (52,4 après 51,6). L'enquête met en évidence une accélération des pressions sur les coûts de production, l'indice des prix des intrants passant de 60 en février à 63,2 en mars. Ces tensions se répercutent assez sensiblement sur les prix à la production, avec un indice passant de 56,9 à 58,9. Dans le même temps, l'indice de l'emploi du secteur privé est passé en zone de contraction, à 49,7 contre 50,4 en février, une première depuis treize mois.

En parallèle, les prix des importations américaines ont progressé de 1,3% sur un mois en février, soit la plus forte hausse enregistrée depuis mars 2022, suggérant ainsi une accentuation des pressions inflationnistes dans les mois à venir. En glissement annuel, les prix ont augmenté de 1,3% après 0,6% en janvier. Aux tensions déjà générées par les droits de douane américains s'ajoutent désormais celles liées au conflit au Moyen-Orient. Encore contenues à ce stade, ces pressions pourraient néanmoins conduire la Réserve fédérale à revoir ses anticipations d'inflation et l'orientation de sa politique monétaire si la guerre devait se prolonger. L'arbitrage entre préoccupations inflationnistes et risques sur l'emploi semble désormais pencher davantage en faveur de la lutte contre l'inflation.

Dans la continuité des accords récemment conclus par l'Union européenne avec l'Indonésie en septembre dernier et l'Inde en janvier, l'UE a signé mardi un nouvel accord commercial avec l'Australie. Celui-ci, prévoit la suppression de la quasi-totalité des droits de douane sur les produits européens exportés, en contrepartie d'un abaissement à zéro des droits de douane sur les importations de minéraux critiques

australiens. Certains produits agricoles importés, tels que le bœuf, resteront toutefois soumis à des quotas tarifaires, avec une mise œuvre progressive étalée sur sept ans. Par ailleurs, le relèvement du seuil de la taxe sur les véhicules électriques de luxe devrait faciliter une meilleure pénétration du marché australien par les constructeurs européens. Cet accord est perçu comme une avancée majeure pour réduire la dépendance des pays de l'Union aux terres rares chinoises et renforcer la sécurisation des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les deux parties ont en outre signé un accord visant à approfondir leur coopération en matière de sécurité et de défense.

L'indice de confiance des consommateurs en zone euro a reculé de 4 points en mars pour s'établir à -16,3, soit son plus bas niveau depuis octobre 2023 et nettement en deçà de sa moyenne de long terme (-10). En parallèle, l'indice composite PMI d'activité de la zone, a fléchi à 50,5 contre 51,9 en février, sous l'effet du ralentissement de l'activité des services (indice à 50,1 contre 51,9 précédemment) tandis que le secteur manufacturier s'est redressé à 51,4 après 50,8. Par ailleurs, l'indice des prix des intrants des producteurs industriels a bondi de plus de 10 points, tiré par la forte hausse des prix de l'énergie (au plus haut depuis octobre 2022). Les prix à la production demeurent toutefois contenus. Les répercussions du conflit au Moyen-Orient font craindre un ralentissement significatif de l'activité européenne, plus durement impactée par les prix de l'énergie, déjà plus élevés que dans d'autres régions. Si les premiers signaux de décélération conjoncturelle apparaissent désormais assez clairement au regard des enquêtes mensuelles, celles-ci suggèrent néanmoins une croissance du PIB encore positive au premier trimestre 2026.

Lors d'une réunion à Francfort, Christine Lagarde a réaffirmé la volonté de la Banque centrale européenne d'intervenir rapidement en cas de dérapage inflationniste découlant du conflit au Moyen-Orient. Elle a toutefois souligné que la situation actuelle diffèrait sensiblement de la crise énergétique de 2021-2022, insistant sur la nécessité d'une analyse fine des évolutions en cours. La présidente de la BCE s'est déclarée particulièrement vigilante face aux signaux précurseurs d'une inflation qui se généraliserait. Elle a déclaré qu'« un dépassement important mais pas trop persistant de l'objectif d'inflation dû au choc énergétique actuel pourrait justifier un resserrement modéré de la politique monétaire. » Cette approche pragmatique vise à adapter la réponse de l'institution à la nature et à la durée du choc subi par l'économie européenne. Christine Lagarde a également précisé que la BCE procéderait à une réévaluation régulière des différents scénarios économiques pour déterminer la réponse la plus appropriée à chaque réunion de politique monétaire.

Les marchés actions mondiaux ont connu une quatrième semaine consécutive de turbulences, l'aversion au risque s'intensifiant à mesure que perdure l'incertitude autour de la guerre en Iran. D'importantes ventes d'actions réalisées ces derniers jours par des fonds de pensions américains ont renforcé le pessimisme des investisseurs. Dans ce contexte, l'*Euro Stoxx 50* est resté globalement stable sur la semaine, malgré des évolutions en dents de scie, tandis que le *S&P 500* a enregistré un repli limité à 0,5%. Les rendements des obligations souveraines ont en revanche nettement progressé, en réaction au regain de risque inflationniste provoqué par la hausse du prix du pétrole et du gaz. Les rendements des bons du Trésor américains et européens à 2 ans ont ainsi respectivement encore augmenté de 11 et 7 points, soit au total 63 et 75 points depuis un mois ; tandis que les taux à 10 ans ont gagné 8 points de base sur la semaine, soit une hausse d'environ 50 points de base sur un mois. Les primes de risque souveraines française, espagnole et italienne se sont écartées de quelques points supplémentaires par rapport au Bund allemand sur la semaine. La devise européenne s'est dépréciée de 0,3% face au dollar. Enfin, le prix du baril de pétrole en Mer du Nord, après avoir chuté massivement lundi de 112\$ à 98\$ à la suite de l'annonce par D. Trump de négociations, est progressivement remonté pour atteindre 110\$ vendredi, niveau élevé mais qui reste en baisse sur la semaine, pour la première fois depuis le début du conflit.

Consultez nos articles sur l'actualité économique et géopolitique publiés cette semaine

- ✓ [Europe - Secteur bancaire : un secteur bancaire solide dans un contexte géopolitique incertain](#)
- ✓ [Allemagne – Industrie : repli marqué en début d'année et signaux avancés contrastés](#)
- ✓ [Malaisie – Horizon 2030 : vers une économie à hauts revenus ?](#)

Évolution des marchés

Actions (indices)	27-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
Eurostoxx 50	5 505	0,1%	-10,3%	-5,0%
CAC 40	7 705	0,5%	-10,2%	-5,5%
S&P 500	6 477	-0,5%	-5,8%	-5,4%
VIX (volatilité)	28,7	1,9	8,8	13,7
Taux de change	27-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
EUR/USD	1,15	-0,3%	-2,5%	-1,8%
USD/YEN	159,82	0,4%	2,4%	0,0%
USD/CNY	6,91	0,1%	0,7%	-1,1%
EUR/GBP	0,87	-0,1%	-1,4%	-0,8%
Taux d'intérêt (%) ⁽¹⁾	27-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
€STR	1,93	0	0	1
Euribor 3 mois	2,13	2	11	10
Swap zone euro 2 ans ⁽²⁾	2,98	11	82	71
Swap zone euro 10 ans ⁽²⁾	3,18	11	51	26
Allemagne 2 ans	2,74	7	75	62
Allemagne 10 ans	3,12	8	48	27
États-Unis 2 ans	4,01	11	63	54
États-Unis 10 ans	4,46	8	52	29
Primes zone euro ^{(1) (3)}	27-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
France	75	4	18	4
Espagne	55	2	14	12
Italie	99	7	37	30
Marché du crédit ^{(1) (4)}	27-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
iTraxx Main	73	2	17	22
iTraxx Crossover	361	11	101	117
iTraxx Financial Senior	80	2	21	26
iTraxx Fin. Subordinated	138	5	37	45
Marchés émergents	27-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
MSCI Emerging markets ⁽⁵⁾	1448	-1,0%	-10,1%	3,1%
EMBI + ^{(1) (6)}	282	-5	7	11
Matières premières	27-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
Pétrole (\$/bl, Brent)	109,8	-2,1%	51,5%	80,5%
Or (\$/once)	4427	-3,2%	-15,4%	2,4%

(1) Les variations sont exprimées en points de base

(2) Taux de swap contre Euribor 6 mois

(3) Primes en points de base par rapport au taux 10 ans allemand

(4) Primes de risque de crédit (maturité moyenne des indices : 5 ans)

(5) Indice : actions pays émergents

(6) Indice : dette en USD des pays émergents (prime moyenne par rapport au taux US)

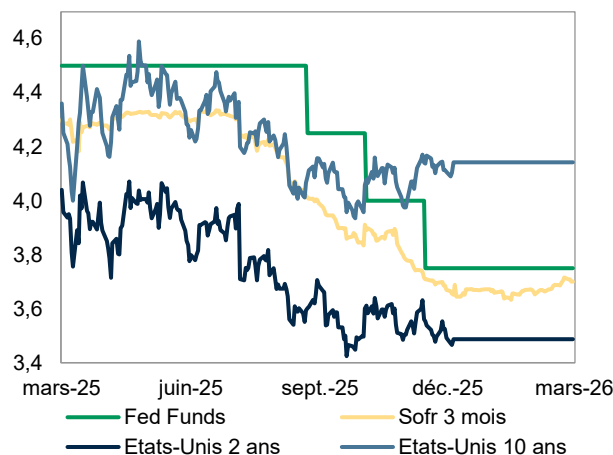
Sources : Bloomberg Finance L.P., Crédit Agricole S.A./ECO

Données actualisées le 27/03/2026 à 11h11

Tendances à suivre

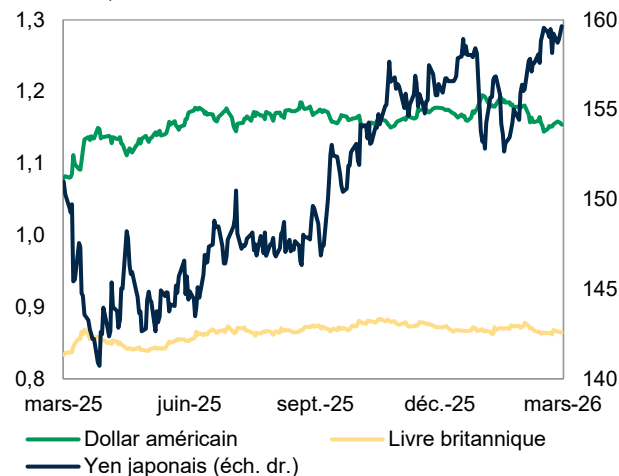
Taux d'intérêt en dollar américain

%, interbancaire (Londres) et souverains (États-Unis)



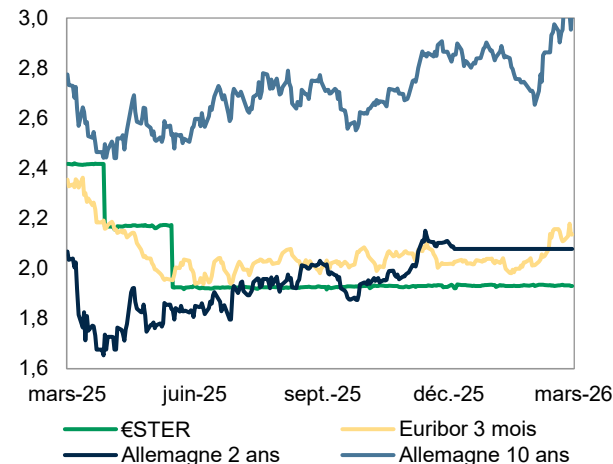
Taux de change des principales devises

EUR/USD, EUR/GBP et USD/JPY



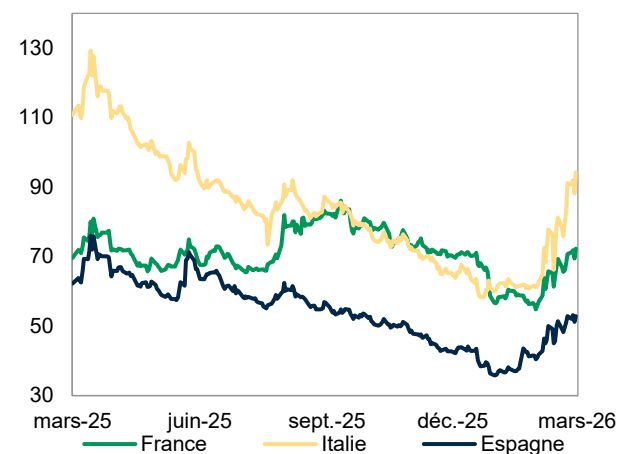
Taux d'intérêt en euro

%, interbancaires (Londres) et souverains (Allemagne)



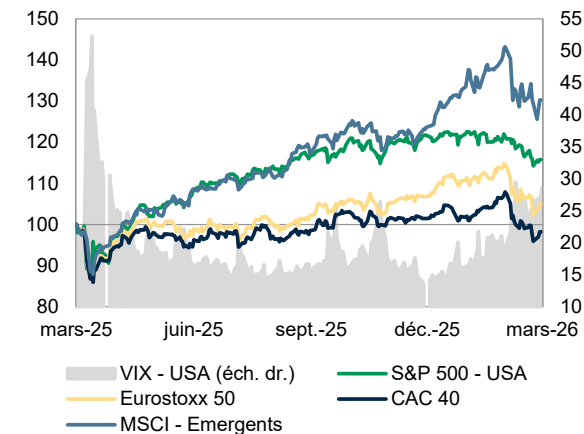
Spreads souverains européens avec le Bund

Pdb, dette en EUR à dix ans



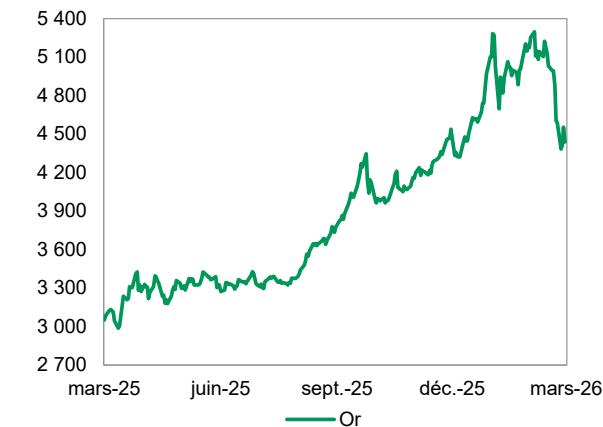
Marché actions

Indice boursiers (100 = début de période) et volatilité VIX



Cours de l'once d'or

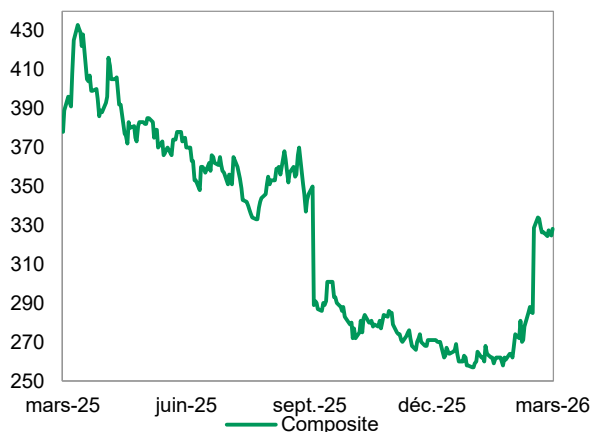
USD/Once troy (Londres)



Spreads souverains émergents avec le T-Bond

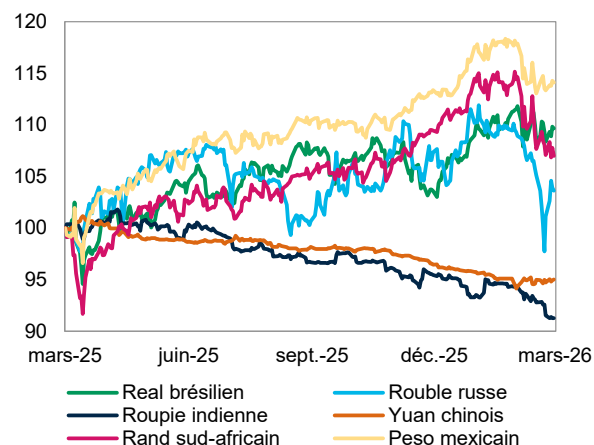
Devises émergentes

Indices EMBI+ (pdb, dette en USD de plus d'un an)



Source : JP Morgan

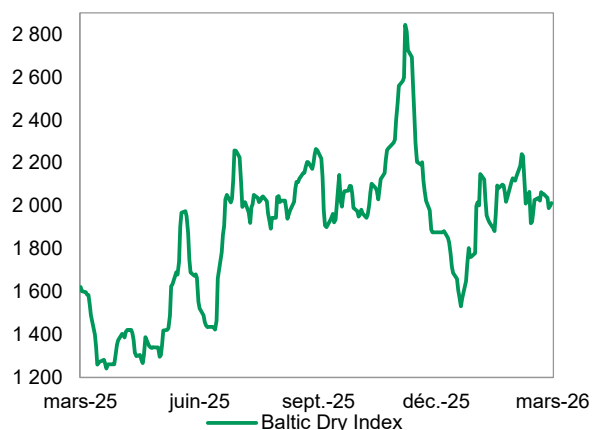
/USD (indice 100 = début de période)



Source : Thomson Reuters

Coût du transport maritime de vrac sec

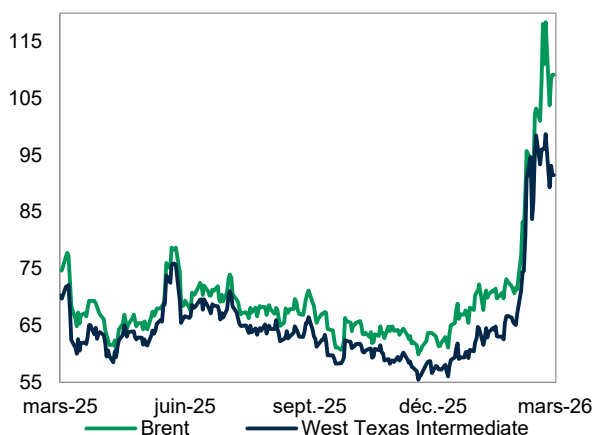
Baltic Dry Index (USD/point)



Source : Baltic Exchange

Cours du baril de pétrole brut en USD

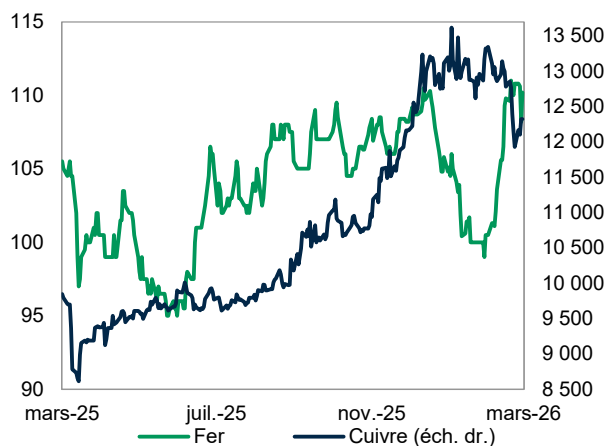
Brent (mer du Nord) et WTI (golfe du Mexique)



Source : Thomson Reuters

Cours des métaux

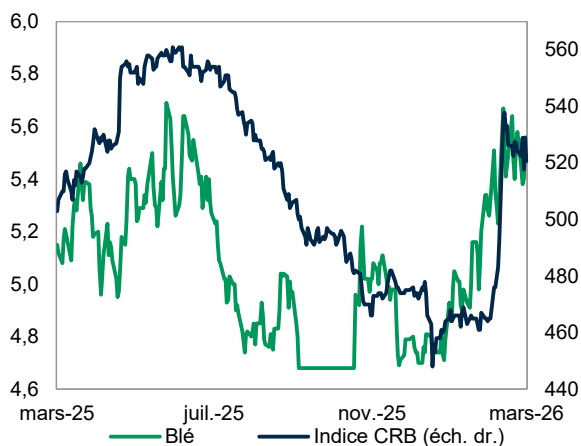
USD/tonne métrique



Sources : Steel Home, London Metal Exchange

Agriculture

SRW Wheat (USD/boisseau) et CRB foodstuffs (USD/point)



Sources : USDA, CRB

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Décembre 2025

[En comptant sur le soutien de la politique budgétaire,
contreponds à l'adversité](#)

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert & Nathalie Marcet

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.